

Les mémoires du communisme en Roumanie post-communiste: le regard d'une historienne

Claudia-Florentina Dobre

Institut d'histoire « Nicolae Iorga » de l'Académie Roumaine
Bucarest, Roumanie
cfdobre@gmail.com

Résumé—Il y a 36 ans, la Roumanie est sortie d'un régime communiste figé dans l'oppression, nourrie par une idéologie excessive et décalée, toute en étant dans une situation économique, sociale et culturelle précaire par rapport à l'Occident. Ce régime a marqué pour toujours le pays et ces traces sont plus profondes qu'on aime le croire. Pour comprendre la Roumanie d'après le communisme, il faut connaître ce régime. Il faut étudier non seulement le communisme réel, mais aussi le communisme imaginaire, celui dont les gens aiment ou peinent à se souvenir.

Mots-clés— *Communisme, Héritage, Mémoire, Post-communisme, Anti-communisme, Nostalgie*

Trente-six ans après la chute du communisme, son héritage pèse encore lourdement sur la vie politique, économique, sociale, culturelle, mais également sur celle de tous les jours des Roumains. Prenons quelques exemples: l'organisation administrative du pays qui date de l'époque Ceaușescu, plus précisément de l'année 1968, et qui façonne encore notre vie quotidienne, notre développement social et économique et la gestion de nos ressources.

Un autre exemple, c'est la corruption. En Roumanie, la corruption a toujours été présente dès le Moyen Âge, mais la corruption qu'on connaît aujourd'hui est un héritage du communisme, surtout des années '70-'80. À l'époque, la corruption était un moyen de survie, ce qui a transformé ce phénomène, lié auparavant à la politique et à l'administration, en un phénomène de masse.

Un troisième exemple, c'est le manque d'intérêt pour la chose publique, pas seulement pour la politique mais aussi pour les activités civiques. À l'époque communiste, il était interdit d'avoir des initiatives privées, d'organiser des activités en dehors de celles gérées par l'État, colonisé par le Parti Communiste Roumain, 'la force conductrice du pays', comme on disait alors. S'organiser civiquement ou même dans un cadre privé pourrait entraîner de persécutions de toute sorte. Le parti-État n'acceptait pas d'autres acteurs qui aurait pu le concurrencer.

En étudiant le communisme, on peut saisir les éléments qui nourrissent encore ces phénomènes très présents et très pesants. Connaître le communisme réel et son influence sur le développement et l'évolution du pays au fil du temps nous aide à mieux saisir son héritage. Étudier le communisme imaginaire nous aide à comprendre le rapport des gens à ce passé. La mémoire ou les mémoires du communisme mesurent l'intérêt porté par la société et les individus à cette période historique. D'ailleurs, les récents sondages d'opinion enregistrent une nostalgie aiguë pour cette époque. Le sondage de juillet 2025 montre que 55.7% des Roumains regrette le régime communiste et que la moitié d'entre eux pensent qu'on vivait mieux à l'époque communiste.

Cette nostalgie des Roumains comporte quelques explications: en premier lieu, il y a cet écart entre l'horizon d'attente et

l'expérience du réel dont parlait Reinhart Koselleck. À la chute du communisme, les Roumains ont eu des grands espoirs d'une vie meilleure en termes de liberté, des droits mais aussi en termes de richesse, d'épanouissement professionnel et personnel. La période de la transition s'est avérée assez dure pour la plupart de la population qui a payé un prix fort. Si on laisse de côté les nouveaux riches, cette transition à l'économie de marché libre et à la démocratie a fait beaucoup des perdants. Ce désenchantement envers le post-communisme est également lié au fait que les gens, comme a d'ailleurs justement remarqué Alexis de Tocqueville dans son livre *La démocratie en Amérique*, préfèrent l'égalité à la liberté. Dans le cas des Roumains, il s'agit de l'égalité dans l'oppression, dans la pénurie et dans la pauvreté à la liberté mal gérée par eux-mêmes mais aussi par les institutions de l'État post-communiste.

En deuxième lieu, il y a dans ce regret du communisme une sorte de refuge. Désenchantés par le monde dans laquelle on vit aujourd'hui, les Roumains se réfugient dans le passé. Il ne s'agit donc pas d'un retour en arrière mais plutôt d'un refuge dans un monde dont on se remémore les bonheurs. Il faut dire aussi que la nostalgie mesurée par les sondages d'opinion est symptomatique pour cette mythologie de l'âge d'or. Chacun d'entre nous à son propre âge d'or qui se situe d'habitude dans notre enfance ou jeunesse. Pour les Roumains de 40+, qui ont passé leur enfance ou leur jeunesse à l'époque communiste, c'est justement cette époque-là qui représente leur âge d'or.

En troisième lieu, la nostalgie du communisme évoque une peur du futur, qui pousse les gens à se réfugier dans un temps qu'on pense stable, mieux organisé, plus clair.

L'avenir inquiète parce qu'il est imprévisible et menaçant surtout si on pense à tous les problèmes qui pointent déjà leur bout du nez: les dérèglements climatiques, les vagues migratoires, les pandémies, les guerres, l'intelligence artificielle etc.

Cette nostalgie du communisme s'explique aussi par un manque de connaissance à l'égard du régime déchu en décembre 1989. Pour la plupart des Roumains qui vivaient en Roumanie à ce moment précis, le communisme représentait un cadre de vie légitime; en outre le parti communiste dirigeait tout, il gérait non seulement l'État mais aussi la vie sociale et privée des individus, qui se retrouvaient presque totalement dépendants des institutions, des fonctionnaires et de la propagande communiste.

Lorsque ce système s'est effondré la plupart des gens ont perdus leurs repères et se sont sentis démunis et abandonnés. Dans cette nostalgie qu'on mesure aujourd'hui on retrouve un regret pour cet état paternaliste qui prenait soin de ses citoyens. D'ailleurs, 66.4 % des gens qui ont répondu au sondage en juillet 2025 ont déclaré que l'État communiste prenait bien soin de ces citoyens. J'ose dire qu'il en prenait un peu trop bien, un

bon nombre d'entre eux étant persécutés pour des raisons politiques et la majorité étant surveillée par la police politique, l'infâme Securitate. Mais la plupart des citoyens ne possède aucune connaissance ou très peu des connaissances sur la répression communiste, sur le fonctionnement des institutions communistes ou sur la surveillance constante et assez répandue de la Securitate. Il y a plusieurs explications pour cette méconnaissance.

Après la chute de Ceaușescu, les héritiers des communistes, les néo-communistes, qui se sont vite emparés du pouvoir, ont promu l'oubli intentionnel du communisme en déclarant le régime renversé comme étant condamné par l'Histoire. Cette perspective était promue surtout pour protéger un bon nombre des anciens communistes qui cherchaient à ne pas se faire juger pour les crimes et les abus commis pendant les 45 ans de dictature.

Les anciens persécutés, de leur côté, ont commencé à raconter publiquement leur expérience de la répression mais celle-ci a été instrumentalisée par la droite politique, leur témoignage étant ainsi perçu par la majorité de la population comme un règlement des comptes entre ennemis politiques.

Leur démarche a été également marginalisée par les discours qui dominaient l'espace public. En premier lieu, par ce paradigme victimaire, promue par certaines élites de droite, qui déclaraient le peuple Roumain comme étant victime de l'histoire et de ses voisins. La victimisation de tous niait le droit des vraies victimes à la reconnaissance publique de leur souffrance. Le négationnisme qui niaient ou banalisait les crimes des communistes ainsi que le manque d'intérêt de la majorité des Roumains épuisés par les épreuves de la transition n'ont pas créé un cadre propice pour la mise en valeur de la problématique de la violence politique communiste. Un motif d'ordre psychologique s'y ajoute : les persécutés représentent, jusqu'à un certain point, « la mauvaise conscience des gens », qui se sont accommodés au système communiste. Ces derniers éprouvaient de la difficulté à rompre avec l'ancien régime, cette rupture délégitimant leur vie pendant toute cette période.

Après la chute du communisme, l'historien a joui d'un plus grand prestige qu'un témoin. En tant qu'expert, il avait le bénéfice d'une certaine crédibilité, censé dire la vérité sur le passé. Néanmoins, les historiens roumains qui, à quelques exceptions, n'ont pas remis en question leur manière de faire de l'histoire, n'ont pas contribué à un discours consensuel sur le régime communiste et n'ont pas encouragé le témoignage des anciens détenus politiques qui n'a pas été analysé et étudié d'une manière exemplaire. Je suis parmi les très peu d'historiennes qui font de l'histoire en faisant appel aux témoignages des rescapés des prisons communistes, de camps de concentrations ou de déportations.

Dans mon livre, *Ni victime, ni héroïne*: les anciennes détenues politiques et les mémoires du communisme en Roumanie, publié en 2019, je me suis penchée sur le contenu du discours autobiographique des femmes ayant subi la violence politique pendant le régime communiste roumain. Fondée sur ma recherche doctorale, mon étude privilégie le regard féminin sur un passé traumatisant en cherchant à restituer la manière dont les anciennes détenues politiques construisent une identité narrative en l'objectivant dans leurs récits de vie. Le témoignage de ces femmes indique un regard distancié porté sur elles-mêmes, cela étant dû, à mon avis, à une aspiration vers l'universel qui caractérise le discours de la

femme bourgeoise mais également un souci d'inscrire sa parole dans l'espace public qui privilégiait l'anticommunisme et la dénonciation des crimes et des abus du régime déchu en décembre 1989. Qui plus est, leur témoignage était un médiateur dans la construction d'une nouvelle identité valorisante pour elles mais également pour leur groupe d'appartenance.

Survivantes des prisons communistes, ces femmes étaient une sorte de témoins délégués « sur qui pesaient, d'autant plus lourde, la charge de témoigner¹ ». J'ai remarqué que ces femmes n'ont pas témoigné seulement pour que le souvenir de cette expérience soit préservé, mais elles exigeaient que la société fasse en sorte que ce genre de persécution ne se reproduise plus. Leur témoignage devient ainsi un vecteur de valeur et leur parole en tant que témoins possède une réflexivité politique².

Pendant ma recherche doctorale, j'ai remarqué que toutes les femmes que j'ai interviewées, animées par le devoir de transmission de la « bonne mémoire » de la répression et du communisme, rejetaient la mémoire de leurs bourreaux, en me déconseillant de voir leurs dossiers forgés par les officiers de la Securitate, l'ancienne police politique. Elles avaient sans doute peur que ces documents pourraient ébranler l'image que j'avais d'elles, de leur famille, de leur entourage, et de leurs anciens collègues.

En 2023, j'ai décidé de voir leurs dossiers, archivés par le Conseil National pour l'Étude des Archives de la Securitate (CNSAS), pour dégager l'identité assignée par les institutions de l'État à toutes ces femmes qui ont osé s'opposer au régime communiste. Mon livre, *Fosteale deținute politic și Securitatea. Studiu de caz (Les anciennes détenues politiques et la Securitate. Une étude de cas)*, met en évidence un discours, porté par les institutions répressives, assez différent par rapport à celui des femmes que j'ai interviewées et une image parfois en contradiction avec celle que les anciennes détenues politiques ont donné d'elles-mêmes au fil du temps. Si la plupart d'entre elles sont restées fidèles à leur croyances personnelles, idéologiques et sociales, certaines femmes ont choisi de collaborer avec la Securitate, un choix qui a été bien caché avant et surtout après la chute du régime.

Un autre type de témoin de l'époque communiste, des femmes ordinaires qui ont vécu la période communiste sans être persécutées mais sans en trop profiter de la période respective non plus, ont fait l'objet d'une recherche sur la vie quotidienne des femmes à l'époque communiste dans une démarche comparative dont les résultats ont été publiés dans le livre, *(Re)gaining the Future by (Re)building the Past. Women's Narratives of Life under Communism in Poland, Romania and the Former East Germany*. Les autrices, Claudia-Florentina Dobre, Bernadette Jonda, Izabela Skorzynska, Anna Wachowiak se sont penchées sur le communisme des femmes pour mettre en évidence les dimensions, les cadres et les limites de la « normalité » imposée par le régime. Accepter cette normalité impliquait, d'une part, l'adaptation aux nouvelles lois et règles établies de manière rigide et arbitraire (souvent au détriment des citoyens) par l'État, confisquées par le parti communiste, et, d'autre part, le recours à des tactiques pour éviter ces impositions et leur détournement au profit de l'individu, de la famille, voire du groupe social auquel elles appartiennent.

Notre recherche a mis en évidence que les femmes en Pologne, en Roumanie et en RDA ont trouvé les ressources nécessaires non seulement pour s'adapter au système, mais aussi pour contourner ses règles rigides et qu'elles ont pris des risques parfois mortels, si l'on pense aux avortements clandestins en Roumanie. On a conclu que les femmes ont fait preuve d'une capacité d'action insoupçonnée dans un régime oppressif tel que le communisme.

Mes autres recherches que je mène depuis plus de 20 ans déjà essaient d'expliquer l'évolution et les caractéristiques du régime communiste roumain; ses conséquences pour le monde d'aujourd'hui ainsi que les représentations publiques et privées sur cette période à l'époque post-communiste.

Je me suis penchée notamment sur les régimes mémoriels post-communistes en analysant les lois réparatrices et compensatoires, en énumérant les principaux vecteurs de mémoire tout en mettant en évidence les enjeux publics et privés de la mémoire du communisme. Un regard particulier a

été posé sur la mémoire du communisme à travers les musées et les mémoriaux. Une synthèse de mes recherches a été publiée en espagnol sous le titre, *Historia y Memoria en Rumania Postcomunista* (Bogota, Editorial Aula De Humanidades, 2024).

RÉFÉRENCES

- [1] François Hartog, « Le témoin et l'historien » dans *Gradhiva*, no. 27, 2000, p. 5.
- [2] Renaud Dulong, *Le témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Paris, Édition de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1998, p. 16.
- [3] Michel Riffaterre, « Le témoignage littéraire », dans *Les Cahiers de la Villa Gillet*, Cahier no. 3, novembre 1995, p. 49.